

■ Devant l'ampleur des massacres perpétrés depuis deux mois, une intervention internationale doit assumer seule la responsabilité.

■ Hier, Alain Juppé a déclaré que Paris était disposé à une telle intervention, avec ses partenaires.

■ *Combien de temps encore les journaux télévisés nous offriront-ils quotidiennement ces images horribles de boucherie humaine ? Faudra-t-il attendre qu'il n'y ait plus un enfant vivant au Rwanda pour qu'on change de sujet d'émotion ?*

*Combien de temps les diplomates de la planète feindront-ils de croire à la possibilité d'un règlement politique qui ne passerait pas par l'envoi préalable d'une force ? Croit-elle au miracle, croit-elle que le temps joue pour la paix, la « communauté internationale », puisqu'il faut appeler ainsi ce ramassis d'intérêts contradictoires et de lâchetés ?*

*La France a enfin parlé d'une voix qui n'est pas vide. Un peu tard, il est vrai, mais on sait gré au ministre des Affaires étrangères d'avoir avancé une proposition qui aille, semble-t-il, au-delà de la bonne intention. Encore faut-il que les actes vérifient rapidement la promesse. On en doute un peu. Dans la justification « humanitaire » qu'invoque Alain Juppé, on sent de la prudence. Quant à l'invitation qu'il lance aux partenaires européens et africains de la France à s'associer à une éventuelle intervention, elle ouvre un nouveau processus de palabres qui risquent d'aboutir à un résultat minimal. Comme on aurait aimé entendre l'écho d'un engagement déterminé, au mépris de tout scrupule diplomatique et de toute sagesse politique, cette sagesse qui fait craindre à Alain Juppé qu'une opération militaire française n'apparaisse « contestable ».*

*Contestable au nom de quoi ? De la morale, quand il s'agit de centaines de milliers de vies humaines ? Du droit, alors qu'il faut sauver un pays de l'anarchie, et que la « communauté internationale » laisse partout le crime bafouer le droit ? De l'intérêt politique ? Lequel ? Où est l'intérêt politique de la France ? Dans la complicité avec la lâcheté des États ou dans un sursaut de dignité que confusément attendent les peuples du monde entier ? Où est le risque, puisque selon Alain Juppé il n'est pas « tellement militaire » ? Prendra-t-on plus de gants pour remplir un devoir moral élémentaire et impérieux qu'on en a pris pour défendre des intérêts économiques lors de la guerre du Golfe ?*

*La France vient d'ouvrir une voie courageuse. Elle se doit de la poursuivre sans défaillance et sans complexes, jusqu'à son terme.*

■ Philippe TESSON

Alain Juppé, le ministre des Affaires étrangères, en étroite concertation avec Maitignon et l'Elysée, a créé la surprise en déclarant que la France était disposée à « monter une interven-

d'efficacité et de rapidité, le ministre de Affaires étrangères français a proposé que deux à

SRPA

plan logistique. Cette dernière aide n'apparaît pas acquise. Il suffit de se souvenir des vives contestations nées devant

# Rwanda : la France ramène